

Le pouvoir aux travailleurs

05 Avril 2003

N° 97

Prix : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- LES GOUVERNEMENTS CHANGENT ET SE RESSEMBLENT	2
- UN NOUVEAU GOUVERNEMENT AU SERVICE DES PRIVILÉGIÉS .	3 - 4
- LE MASSACRE DES POPULATIONS WÈ DE L'OUEST: LA DÉMAGOGIE DES POLITICIENS	4 - 5
- MASSACRE À BANGOLO	5
- QUEL SORT EST-IL RÉSERVÉ AUX "ALLOGÈNES" DANS LES ZONES ASSIÉGÉES?	6
- LE POUVOIR A TOUJOURS ÉTÉ AU SERVICE DES INTÉRÊTS IMPÉRIALISTES!	7
- CES POLITICIENS BOURGEOIS, TOUS DES ASSASSINS EN PUISSANCE!	7 - 8
- ILS PARLENT DE PAIX, ILS PRÉPARENT LA GUERRE!	9
- SCANDALE SUR LE SANG CONTAMINE: DANS LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE, LE PROFIT A PLUS DE VALEUR QUE L'HOMME!	10
- ABIDJAN : LA POLICE TUE EN TOUTE IMPUNITÉ	10
- LES TRAVAILLEURS DU BÂTIMENT FACE AUX AFFRES DE LA GUERRE	11 - 12
- LA MISÈRE DES TRAVAILLEURS NE FAIT QUE S'ACCROÎTRE	12
- HALTE A LA GUERRE DE BRIGANDAGE IMPÉRIALISTE CONTRE L'IRAK	13 - 14

MEMORANDUM FOR THE DIRECTOR

RE: [Illegible]

1. [Illegible]

2. [Illegible]

3. [Illegible]

4. [Illegible]

5. [Illegible]

6. [Illegible]

7. [Illegible]

8. [Illegible]

9. [Illegible]

10. [Illegible]

11. [Illegible]

12. [Illegible]

13. [Illegible]

14. [Illegible]

15. [Illegible]

16. [Illegible]

17. [Illegible]

18. [Illegible]

19. [Illegible]

20. [Illegible]

21. [Illegible]

22. [Illegible]

23. [Illegible]

24. [Illegible]

25. [Illegible]

LES GOUVERNEMENTS CHANGENT ET SE RESSEMBLENT

Ainsi donc, le nouveau gouvernement est presque au complet. Pour combien de temps? L'avenir nous le dira. En tout cas, si l'on s'en tient aux propos de Gbagbo lui-même, miser seulement sur "*trois mois de fonctionnement normal*" de ce gouvernement, lui semble un "*pari fou*".

Quoiqu'il en soit, tous ces gens-là, les Gbagbo, les Ouattara, les Bédié et leurs ministrables, sont des gens du même monde. Un monde étranger à la classe des travailleurs.

Quel ouvrier n'a pas, par exemple, été frappé par le discours d'accueil de Gbagbo, aux nouveaux membres du gouvernement? Celui-ci leur a souhaité la bienvenue "*dans cet enfer(...) dans ce monde impitoyable*", a-t-il dit. Ainsi, pour ces gens-là, entrer dans un gouvernement comme ministre et toucher 4 à 5 millions de francs par mois, tout en étant logé, nourri, blanchi, assis dans un bureau climatisé, c'est comme entrer en "*enfer*". C'est dire, oh combien, ils ne partagent pas les mêmes notions de l'"*enfer*" que les travailleurs. Ces gens-là vivent dans un autre monde: le monde des bourgeois.

Ils ne peuvent pas comprendre l'"*enfer*", le vrai, dans lequel vivent en ce moment la grande majorité des travailleurs et particulièrement la classe ouvrière et la petite paysannerie. Ici, le mot "*enfer*" a un tout autre contenu, surtout, depuis la crise qui les frappe de plein fouet.

Voilà pourquoi les travailleurs n'ont rien à attendre de tous ces gens qui se succèdent sur le fauteuil présidentiel ou sur les postes ministériels. Les discours changent peut-être mais la richesse continue de rester d'un côté et la misère de l'autre.

La classe ouvrière n'a rien de bon à attendre ni des uns, ni des autres. Elle a au contraire à se méfier comme du choléra de tous ces gens qui font semblant de faire la "*paix*" pour mieux faire la guerre... sur la peau des populations pauvres.

UN NOUVEAU GOUVERNEMENT AU SERVICE DES PRIVILÉGIÉS

Ca y est, le suspens du "viendront-ils, ne viendront-ils pas" est terminé. Tous les ministres ou presque ont enfin pu être réunis à leur conseil à Yamoussoukro le jeudi 3 avril autour d'une même table. Ils se sont serré la main, des paroles aimables ont été échangées ainsi que des pardons mutuels. Le tout sous les regards attendris de leurs géniteurs ou parrains. Il s'agit du représentant de l'impérialisme français et de quelques dictateurs des pays voisins qui ont effectué le voyage pour le baptême de leur nouveau né.

Ils ont posé ensemble pour une grande photo de famille. Les journaux et les télévisions nationales et internationales ont couvert cet événement que les organisateurs ont voulu solennel. Ils ont voulu faire croire par un signal fort que le nouveau gouvernement va oeuvrer dans l'intérêt de toute la communauté. Mais la communauté dont ils font référence, celle dont les intérêts leur tiennent le plus à cœur, est celle des bailleurs de fonds. Ils appellent ça "communauté internationale". Ils sont en train de mener une opération de charme, loyalistes et rebelles unis, pour séduire les banquiers, les trusts industriels ainsi que tous ceux qui détiennent les richesses sous forme de capitaux.

La crise ivoirienne, la coupure virtuelle du pays en deux voire en trois ou quatre parties en conflit, sans administration au Nord, a fait beaucoup de dégâts depuis un semestre que cela dure.

Pour les grands groupes cette

situation n'est pas celle qu'ils préfèrent le plus. Leurs activités n'ont pas cessé loin de là. Les représentants du groupe Bolloré qui gère les trafics portuaires et le chargement des bateaux ont déclaré avoir réussi à s'adapter tant bien que mal à cette situation. Mais les activités économiques sont fortement ralenties. Cela entraîne par voie de conséquence un sérieux manque à gagner pour une multitude de sous-traitants. Un certain nombre d'acteurs économiques c'est-à-dire des patrons ont profité de l'occasion pour "dégraissier" leurs effectifs c'est-à-dire jeter des travailleurs à la rue afin de sauvegarder leurs bénéfices. Ils avaient comme excuse la situation incertaine.

Maintenant le nouveau gouvernement est presque au complet. La gestation fut longue puisqu'il a fallu de longs mois au tandem Gbagbo/Diarra avant d'accoucher; trois semaines de contractions et de douleur en fin de grossesse.

"*Bien venu en enfer, bien venu dans ce monde impitoyable*" a déclaré Gbagbo en guise d'accueil. Si ce que vivent les gens du pouvoir dans leurs palais confortables est un enfer et un monde impitoyable, comment Gbagbo qualifierait-il ce que subissent les travailleurs presque tous embourbés dans une existence insoutenable? Même en temps "*normal*" c'est-à-dire depuis plusieurs années pendant que les patrons s'enrichissaient, les conditions de travail et le niveau de vie des travailleurs n'ont cessé de dégringoler. Mais depuis cette crise dans l'appareil d'Etat, le chômage a frappé avec une brutalité sans

précédent. Même les indemnités de licenciement et les arriérés de salaires pourtant dus, ne sont pas réglés par certaines entreprises qui ont pignon sur rue. Elles agissent en toute illégalité. Lorsque des travailleurs protestent, policiers et gendarmes sont prompts à venir à la rescousse des patrons sans scrupule pour peu que ceux-ci font appel à leurs services. Les travailleurs même en activité n'ont d'autre ressource que le maigre salaire procuré par la vente de leur force de travail. Celui-ci dégringole en permanence dans le même temps que les conditions de travail et de transport se dégradent. Les autobus de la Sotra sont peu fréquents. Ceux qui roulent encore sont devenus de véritables épaves ambulantes surchargées et dangereuses. De nombreux travailleurs ont à leur charge le poids que représentent tous ceux, familles ou proches, qui ont dû fuir les zones de combats, blessés, malades, affamés ou le tout à la fois. Oui ce monde est impitoyable à l'égard des gens pauvres, travailleurs en activité, chômeurs ou petits paysans. Mais ce n'est pas de ce monde là que parle Gbagbo.

"Si le gouvernement a trois mois de fonctionnement normal le

traumatisme sera résorbé, c'est le pari que je tiens" a déclaré Gbagbo. Autant dire que derrière la façade unitaire et les courbettes de circonstance entre tous ces gens, les poignards ne sont pas vraiment rangés dans les fourreaux. Il suffit de peu, s'ils estiment qu'ils peuvent en tirer profit eux-mêmes et leur clan, pour que dans un camp comme dans l'autre tous ces gens se mettent à en faire usage quitte à mettre à nouveau à feu et à sang tout le pays.

"Je demande aux Ivoiriens de se mettre au-dessus de leurs divergences" a lancé à son tour Guillaume Soro le ministre issu des rebelles. L'union sacrée est ainsi affichée au sommet. Mais sur quelle politique tous ces gens se disent-ils être d'accord? Que peuvent attendre les couches pauvres de la part du nouveau bébé? Même tout jeune le petit d'un crocodile ne peut pas faire le bonheur des poissons dans la mare. Eh bien il appartient aux travailleurs de considérer ce nouveau gouvernement pour celui qu'il est réellement c'est-à-dire celui des exploités. Les travailleurs n'obtiendront de lui que ce qu'ils sauront arracher par leur organisation et par leurs luttes.

LE MASSACRE DES POPULATIONS WÈ DE L'OUEST: LA DÉMAGOGIE DES POLITICIENS A COTÉ DE LA TRISTE RÉALITÉ

Depuis l'avènement d'un nouveau front de la rébellion dans l'Ouest du pays, le groupe Wè composé de deux ethnies, les Guéré et les Wobé subissent des atrocités commises par des rebelles dont la plupart sont des miliciens recrutés au Libéria, ce pays voisin de la Côte d'Ivoire déchiré par

une guerre civile depuis 1990.

Ces rebelles s'adonnent à toutes sortes de sévices sur des populations civiles en particulier des paysans pauvres. Ainsi, les différents organes de presse font état des milliers de morts. Ce que par contre ces journaux ne disent

pas, c'est aussi le bilan des bombardements effectués par les hélicoptères du gouvernement. Ces bombardements, tout comme les assassinats des rebelles, ont fait des victimes et semé la désolation dans cette partie du pays. Une ville comme Bloléquin a été plusieurs fois pilonnée par les MI 24, faisant des morts et des blessés. Le dernier des massacres qui a fait couler beaucoup d'encre et donné matière à la démagogie des politiciens, est celui de Bangolo effectué par des jeunes Guéré originaires de la région et des Libériens recrutés pour la circonstance. Les rebelles et le

gouvernement se sont jeté la pierre déclinant toute responsabilité dans ces massacres. Quoi qu'il en soit, que ces jeunes soient recrutés par les FANCI comme le disent les rebelles ou, des "volontaires", ils ont, tout comme les rebelles et les MI24 du gouvernement, massacré des pauvres civiles sans défense qu'ils soient Guéré, Wobé, Yacouba ou Dioula.

Les politiciens viennent de jeter ainsi une division profonde entre des peuples qui vivaient, cohabitaient ensemble.

MASSACRE À BANGOLO

Les tueries de Bangolo, qui s'étaient soldées par la mort de 200 personnes au mois de mars dernier, avaient suscité beaucoup de polémiques: qui sont les auteurs de ces massacres? Plus d'une centaine de jeunes, soupçonnés d'être parmi les auteurs de ces tueries, avaient été arrêtés par les forces françaises. Ils avaient été alors désignés comme des supplétifs libériens combattant pour le compte des FANCI (Forces Armées Nationales de Côte d'Ivoire). Le ministre de la défense d'alors avait nié ce fait, disant ne pas reconnaître les auteurs des horreurs de Bangolo.

Un mois à peine après ces

crimes, tous les médias proches du gouvernement font campagne pour présenter ces assassins comme des héros. Le 26 mars dernier une marche cautionnée par le pouvoir en place, a même été organisée pour réclamer leur libération. Si le pouvoir en place n'est pas gêné de se mouiller pour des criminels qui ont massacré 200 victimes pour la plupart des civils, cela montre sa vraie nature.

Dans la crise que traverse la Côte d'Ivoire, il est difficile de différencier rebelles et loyalistes. Les uns et les autres sont aussi méprisants envers la vie des populations pauvres!

TÉMOIGNAGE D'UN INSTITUTEUR VENU DES ZONES ASSIÉGÉES

"J'étais instituteur dans un village baoulé dans la sous-préfecture de Bouaké. Quand la guerre a été déclenchée, j'ai fui pour aller avec ma

famille à Man, surtout dans un village de la sous-préfecture de Biankouma. Un mois après notre arrivée, un nouveau front s'est ouvert à l'Ouest

avec la présence de deux groupes de rébellions.

Dans chaque village, la rébellion a demandé aux jeunes de faire leur propre sécurité. C'est ainsi que des jeunes recrutés et formés sur le tas, font des barrages de fortune à chaque entrée des villages. Ce sont ces jeunes qui, quelque fois sous l'effet de la drogue, sévissent dans les villages. Munis pour la plupart de fusils de fabrication artisanale et de pistolets pour leurs chefs, ils menacent tout le monde de passage. N'étant pas payés pour le travail qu'ils font nuit et jour, ils volent impunément, accusent gratuitement des gens de vol ou de vente de stupéfiants pour leur soutirer de l'argent ou du bétail. La population terrorisée par la gâchette facile des chefs rebelles qui ne tardent pas à tuer pour un oui ou un non, se laisse exproprier par leurs propres enfants devenus ainsi rebelles car c'est comme cela qu'ils s'appellent. Au début de la

rébellion, c'était une folie. Ils contrôlaient leurs propres parents qui sortaient du village pour se rendre aux champs ou qui en revenaient. Une fois à ces barrages de fortune, celui qui n'est pas muni de ses pièces d'identité, n'est pas autorisé à aller au champ ou à rentrer dans le village. L'exemple le plus hallucinant s'est passé dans un village à l'Ouest de Biankouma entre deux jeunes frères de même père et mère. Le grand frère, recruté pour la sécurité, demanda un matin les pièces de son petit frère à la sortie du village. Le petit frère étonné du comportement de son grand frère, a demandé à ce dernier s'il devenait fou. Pour toute réponse, il a demandé aux autres membres de sécurité de faire faire des pompes à son petit avant de lui intimer l'ordre de retourner au village".

C'est aujourd'hui cette bande armée incontrôlée qui sème terreur et désolation parmi leurs propres parents.

QUEL SORT EST-IL RÉSERVÉ AUX "ALLOGÈNES" DANS LES ZONES ASSIÉGÉES?

Dans le grand Ouest, il est connu de tout le monde que les peuples Wè et Yacouba sont l'objet de massacres inter-ethniques perpétrés par des bandes armées interposées. En plus des radios étrangères et de la presse nationale qui relatent ces faits, il y a aussi des témoignages rapportés par les personnes sorties de ces zones.

Si ce massacre est connu de tous, il cache un autre massacre, cette fois-ci, des burkinabé et maliens. Déjà avant le début de la guerre, les conflits fonciers faisaient rage. C'est ainsi que des centaines de paysans burkinabé

étaient chassés de leur plantation et squattaient l'enceinte de la mission catholique de Duékoué. Ces paysans venaient de la région de Bangolo où ils étaient indésirables.

Un reportage dans "Fraternité Matin" du 6 mars, montre à quel point la situation est tendue. Le journaliste rapporte que "dans un camp installé à la hâte à la mairie de Guiglo, l'on sent imperceptiblement que tout peut très vite dégénérer". "Les Mossi sont collectivement accusés par les Baoulé et les autochtones Guéré, d'être des indicateurs des rebelles". Plus loin, il

écrit encore *"la misère des travailleurs burkinabé, qui n'ont pas de parents venus de la capitale pour les secourir, saute aux yeux."*

Mais ce que ce reportage ne dit pas, c'est le nombre de morts dans les rangs des "allogènes". C'est comme si

depuis le début des affrontements dans l'Ouest du pays, ces "allogènes" n'avaient eu que de "déplacés". Tout cela concourt simplement à cacher le massacre des pauvres burkinabé et maliens qui souffrent le plus, depuis le début de cette guerre.

**INTERDICTION DES MARCHES ET MANIFESTATIONS PUBLIQUES:
UNES MESURE ANTIDÉMOCRATIQUE CONTRE LES TRAVAILLEURS**

Depuis le 28 mars dernier, la présidence de la république, par la bouche de son secrétaire, a interdit toutes manifestations publiques.

Cette mesure prise unilatéralement par l'Etat, est antidémocratique car elle vise toutes manifestations sans exception. Cela signifie tout simplement que les travailleurs n'ont plus le droit de revendiquer, de manifester leur colère contre l'exploitation. En temps normal déjà, quand les travailleurs revendiquent, les forces de l'ordre au

service de l'Etat et donc de la bourgeoisie ne leur laissent aucune occasion sous prétexte qu'ils créent du désordre. Si à cette mesure déjà répressive s'ajoutent d'autres mesures officiellement prises par l'Etat, les travailleurs sont avertis pour ce qui les attend dans la période appelée "*l'après guerre*". Cette décision est tellement en faveur des patrons que deux jours après sa promulgation, leurs représentants se sont rendus chez le Premier ministre et son gouvernement pour les remercier de cette bonne nouvelle.

**LE POUVOIR A TOUJOURS ÉTÉ
AU SERVICE DES INTÉRÊTS IMPÉRIALISTES!**

Le Président ivoirien, dans un communiqué, a fait suspendre toutes les marches et manifestations "*susceptibles de porter atteinte aux intérêts de nos partenaires, particulièrement la France*". Ce communiqué à lui seul est plein de sens. A longueur des journées, les journaux et les médias d'Etat, nous rebattent les oreilles avec des informations nous faisant croire que la France soutiendrait la rébellion. Si cela est vrai, la décision du Président serait donc impromptue.

Au fond la France a toujours

mené en Côte d'Ivoire la politique qu'elle mène actuellement, c'est-à-dire la politique qui vise une meilleure exploitation de la classe ouvrière et des richesses du pays. Les gouvernements successifs en Côte d'Ivoire ont toujours servi cette politique et c'est ce que le Président actuel fait. Depuis Houphouët-Quattara jusqu'à Gbagbo, tous ceux-là ne sont que des serviteurs de la bourgeoisie, notamment de la bourgeoisie française. Tout autre chose que les dirigeants du pays peuvent faire croire à la population n'est que de la démagogie.

CES POLITICIENS BOURGEOIS, TOUS DES ASSASSINS EN PUISSANCE!

A la première réunion du "conseil national de sécurité", une structure sensée être créée pour désigner les portefeuilles de la "défense" et de la "sécurité", le général Gaston Ouassénan Koné a été proposé pour le ministère de la Défense. Mais le FPI et PIT s'y sont opposés pour des raisons propres à eux.

Rappelons pour mémoire qui est ce monsieur. Soldat zélé, le sieur Koné s'est illustré dans le massacre de 4000 Guébié sur ordre de l'ancien président Houphouët Boigny. Il est connu aussi pour les nombreuses exactions commises sur des civils. Il est aujourd'hui, soit dit en passant, président du groupe parlementaire PDCI à l'assemblée Nationale.

Les partis politiques ainsi que les rebelles qui l'ont soutenu pour occuper ce poste prouvent par-là même, oh

combien, ils se ressemblent et sont capables de commettre les mêmes crimes.

Et si Gbagbo, pour le FPI, s'en est démarqué, ce n'est certainement pas à cause de quelques états d'âme. C'est bien plus pour des raisons électoralistes dans son propre bastion: comment lui un Bété peut accepter dans son gouvernement celui-là même qui a massacré des populations entières de cette région? Autrement, Gbagbo est bien placé pour savoir, justement, que le poste de ministre de la défense est un poste approprié pour un assassin de l'acabit d'un Ouassénan. D'ailleurs, Gbagbo a opposé un refus poli, prétextant tout juste que le poste ne pouvait pas lui être attribué parce que le PDCI se retrouverait avec des ministres dépassant le quota prévu pour eux!

PRIMES DE GUERRE: LES SOLDATS GRONDENT, LE MINISTRE RECULE!

Dès le déclenchement de la guerre, le gouvernement avait, en son temps, accordé une prime de 3 000f aux soldats sur le front et de 2 000f à ceux restés en "base arrière" (là où on rackette beaucoup). Le versement de ces primes, on se souvient, n'avait pas donné plus d'ardeur au combat aux soldats. Ces derniers, plus habitués à racketter qu'à combattre, n'avaient aucune envie de mourir pour la "patrie".

Alors, le pouvoir FPI voulant leur donner un peu plus de cœur à l'ouvrage a doublé les primes. Ainsi, la prime est passée, pour les uns, à 6 000 Frs et pour les autres à 3.000 Frs.

Evidemment, les résultats n'ont pas été à la hauteur de ce qu'attendait le pouvoir. Autant dire que rien n'a changé. Les soldats se sont dit, qui va mourir pour si peu! Le policier, sur la "base arrière", lui, gagne 10.000 Frs rien qu'en tapant un seul burkinabé. Alors, qui est fou, doit-il se dire?

Ainsi donc, le pouvoir FPI n'a eu son salut principalement que grâce à la présence des soldats français à son côté et aussi des mercenaires payés rubis sur ongle.

Cependant le gouvernement

continuaient jusque là à payer ces primes aux soldats, qui lui coûtaient la bagatelle de 6 à 7 milliards de francs par mois (selon la presse). En plus des discours sur la "paix", le gouvernement de Gbagbo décide, le 10 mars dernier, de réduire les primes respectivement à

3.000f et 1.500f. Il n'en fallait pas plus pour que les soldats menacent de se révolter. Le gouvernement est aussitôt revenu sur sa décision. Il s'est certainement souvenu que le fusil c'est le soldat qu'il l'a et des Bozizé sont tapis à l'ombre!

ILS PARLENT DE PAIX, ILS PRÉPARENT LA GUERRE!

Gbagbo et les rebelles se moquent des populations. Ils font semblant de sceller la paix, tout en préparant la guerre. Ainsi du côté des rebelles, on parle de 292 commandos formés pour faire la guerre et l'on tient des propos du genre "on ne sait pourquoi vous êtes pressés, il y a des sorties de crise qui durent 7 ans" ou encore "on cueillera Gbagbo dans deux mois".

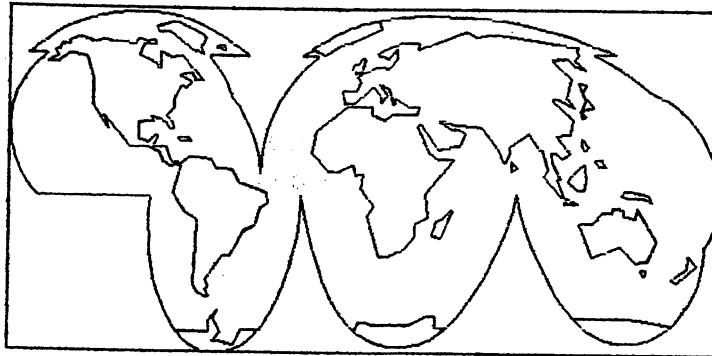
Dans la zone gouvernementale, ce n'est pas mieux. Outre les déclarations incendiaires des Eugène Djué et autres, il y a des milices de jeunes qui se font appeler "armée de libération nationale", qui s'entraînent au vu et au su de tout le monde à Yopougon sous l'œil de militaires. Une

affiche appelait même à se faire enrôler. Aujourd'hui, des rumeurs sur la présence de mercenaires sud-africains à Abidjan se font persistantes.

C'est un climat propice à la guerre. Guerre qui peut-être arrange rebelles et gouvernement, mais sûrement pas les populations. Car ce sont, eux les pauvres, les premières victimes des armes, par les nombreux morts que cette guerre a déjà fait mais aussi par le chômage qui les frappe rendant plus difficile leurs conditions d'existence.

C'est aux populations de dire non à ces massacreurs qui ne sont préoccupés que par le pouvoir et qui n'ont que faire de la souffrance et de la mort qu'ils sèment. Donc, non à la guerre!

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

SCANDALE SUR LE SANG CONTAMINE: DANS LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE, LE PROFIT A PLUS DE VALEUR QUE L'HOMME!

A la faveur de la guerre, le Centre National de Transfusion Sanguine a lancé une vaste campagne de don de sang à laquelle la population a répondu nombreuse. Les poches de sang collectées devaient être réparties entre tous les centres de santé pour soigner gratuitement la population.

Evidemment, ce sang qui devait sauver des vies humaines fait l'objet d'un trafic ignoble. Ainsi le sang sécurisé (garantie sans Sida) est vendu à 300.000 Frs dans les cliniques privées et 8.000 Frs pour le sang "*non sécurisé*", avec risque d'attraper le Sida!

Autant dire que dans les hôpitaux publics, on ne trouve pas le sang dit "*sécurisé*". D'ailleurs, le trafic est tel qu'on ne trouve pas de sang du tout, sauf en payant des bakchich. Que ce trafic existe, n'est pas chose étonnante en soi quand on sait que dans ce pays

tout se trafique et tout se détourne, du moment qu'il y a de l'argent au bout! Si ces trafiquants sont des salauds, voire, peut-être des criminels, les pouvoirs publics, ceux qui gouvernent ce pays, eux, oui, sont bien des criminels pour oser transfuser du sang "*non sécurisé*" aux populations, sous prétexte que le sang "*sécurisé*" demande beaucoup d'argent.

Quand il s'agit d'acheter des armes de guerre pour préserver leur pouvoir, là, oui, ces messieurs, trouvent l'argent qu'il faut. Mais quand il s'agit de soigner les populations qui n'ont pas les moyens, là, ça devient un problème. Et ce sont ceux-là même, ensuite, qui viendront se vanter de l'AMU, leur fameuse Assurance Maladie Universelle! Faire de la propagande pour essayer de tromper les gens, c'est tout ce qu'ils savent faire!

ABIDJAN : LA POLICE TUE EN TOUTE IMPUNITÉ

Avec l'instauration du couvre feu, c'est le prétexte tout trouvé pour les "*forces de l'ordre*" de commettre des crimes en toute impunité. Mais, il faut la mort d'un Camara H ou d'un ambassadeur saoudien pour que les journaux en parlent. Mais combien de personnes tuées par balles meurent dans l'anonymat? Il y a deux semaines, un jeune habitant de Treichville, atteint de paludisme neurologique, est sorti de

la maison pour ne plus y revenir. Les recherches pour le retrouver restent vaines pendant une semaine. Jusqu'à ce que son corps soit retrouvé dans la lagune, en même temps que d'autres corps. Ils étaient tous criblés de balles.

Les exactions continuent de plus belle en zone gouvernementale sans qu'aucun journal n'en parle. Et ces morts sont légion!

L E U R S O C I E T E

PARFUMERIE GHANDOUR YOPOUGON: UN CAPITALISTE COMME UN AUTRE

La Parfumerie Ghandour est une société sise à la Zone industrielle de Yopougon spécialisée dans le cosmétique. Cette société, pour se débarrasser de ses employés, n'a pas trouvé mieux que de bâtir à quelques 200 m de l'ancienne société, une entreprise dénommée la "*Nouvelle Parfumerie Ghandour*".

C'est en décembre 2001, que cette nouvelle société est créée. Les travailleurs vont voir ainsi partir, peu à peu, les machines pour la nouvelle société. Les patrons leur faisaient croire que c'est pour des essais, tout en demandant à certains travailleurs d'accepter des départs volontaires. En novembre 2002, c'est la mise en chômage technique du personnel. Puis en janvier 2003, c'est le licenciement pour motif économique. Entre temps la

société a été totalement vidée de ses machines et tous les produits en stock sont emmenés dans la nouvelle société.

Et tout cela, en toute légalité! La loi permet en effet aux capitalistes, pour n'importe quelle raison, de fermer leur société sans qu'ils soient pour cela inquiétés par les autorités. C'est dire que quelle que ce soit l'équipe dirigeante au pouvoir, les travailleurs n'ont rien à attendre de ce côté-là. Nos dirigeants savent faire les discours, faire des cadeaux au patronat, se servir dans la caisse, entraîner le pays dans la guerre pour le pouvoir, etc. En dehors de ça, c'est même pas la peine!

Quant aux travailleurs, ils n'ont pas d'autres choix que leur propre mobilisation pour défendre leurs intérêts.

LES TRAVAILLEURS DU BÂTIMENT FACE AUX AFFRES DE LA GUERRE

Les travailleurs du bâtiment vivent l'enfer. Depuis près de 4 ans, les activités du BTP sont bloquées. C'est à cette situation de chaos que vient de s'ajouter un autre désastre qu'est la guerre. Les quelques entreprises de construction et de promotion immobilière qui entretenaient l'espoir d'une reprise des activités ont fini par mettre à la porte, les quelques travailleurs qu'elles avaient gardé. C'est le cas aujourd'hui

de Bâtim-Ci, une entreprise de promotion immobilière. Il y a de cela un mois, qu'elle s'est séparée de ses derniers ouvriers, anéantissant ainsi l'espoir de plusieurs familles.

Le seul chantier en construction aujourd'hui, c'est l'ambassade des Etats Unis. Mais là aussi, pour se faire recruter, il faut déboursier d'abord une

L E U R S O C I E T E

somme de 20 à 25 mille francs. Evidemment, les travailleurs qui sont au chômage depuis des années, ne peuvent pas se procurer facilement une telle somme et donc leur galère continue. Au niveau des grands travaux du gouvernement, rien ne pointe à l'horizon. Aujourd'hui les familles des ouvriers mènent une vie de galère. Il y a

des familles qui passent toute une journée sans trouver de quoi manger. Ceux qui croyaient trouver un palliatif en envoyant leur famille auprès des parents au village, en attendant la fin de la tempête, sont aujourd'hui sans nouvelles de leur famille se trouvant dans des zones assiégées.

LA MISÈRE DES TRAVAILLEURS NE FAIT QUE S'ACCROÎTRE

Le quotidien "24 heures" du 02 avril a consacré un reportage sur les zones industrielles de Yopougon et Koumassi montrant à quel point les patrons ont accentué l'exploitation des travailleurs.

Par exemple, telle entreprise de fabrication de mèche qui employait 600 travailleurs s'est débarrassée de 500 d'entre eux pour ne garder que 100 et, sur les 100, c'est seulement 25 qui travaillent régulièrement. Les 500 mis au chômage technique n'ont bénéficié d'aucune mesure d'accompagnement. Ils sont livrés à eux-mêmes aujourd'hui, faisant la queue chaque matin devant l'usine dans l'espoir de trouver quelque chose à faire ou d'être rappelés à leur fonction.

Quant aux heures de travail dans ces zones industrielles, à cause du couvre feu, elles ont subi des modifications. Au lieu de 8 heures, nombreux travailleurs ne peuvent effectuer que 4 heures seulement. Ils sont payés aussi pour 4 heures de travail et non 8 heures, même si le travailleur est un embauché. Par contre, les patrons de ces différentes entreprises ont augmenté la cadence du travail, ce qui leur permet de récupérer à la fin des 4 heures, un rendement équivalent celui de 8 heures d'antan. Les conditions de travail rappellent l'esclavagisme et tout cela, pour un salaire de manoeuvre, 322 Frs/H soit 2.576 Frs pour 8 heures de travail. Aujourd'hui, ils ne reçoivent que la moitié de cette misérable somme pour les 4 heures.

COMME LEURS PRÉDÉCESSEURS, TOUS AU SERVICE DES RICHES!

Le 18 mars 2003, le tout nouveau ministre de l'industrie a effectué un déplacement à Filtisac. Evidemment, ce n'était pas pour

s'enquérir des nouvelles des travailleurs. Depuis que dure cette guerre, les travailleurs ont vu leur situation déjà difficile se dégrader de

L E U R S O C I E T E

plus en plus. Les salaires insuffisants, en plus d'une mauvaise santé, sans compter le changement des horaires de travail, du coup, obligés de dormir à même le sol à l'usine à cause du couvre feu. Ce ministre s'est-il intéressé au sort de ces travailleurs? Certainement pas! Ce n'était pas pour les travailleurs qu'il était venu mais pour les patrons. Il a même promis aux patrons que "*des mesures idoines seront prises pour que vous puissiez vivre et continuer*", comme si les patrons avaient besoin

d'aide. Ce sont eux qui profitent, s'enrichissent sur le dos des travailleurs et c'est encore à ceux-là que le gouvernement promet de faire quelque chose. C'est dire qu'un gouvernement bourgeois a laissé la place à un autre gouvernement bourgeois. Que ce soit l'ancien gouvernement ou le nouveau, c'est donc du pareil au même: les équipes changent et se ressemblent, jusqu'à la courbure de leur dos lorsqu'ils sont à genoux devant les riches.

HALTE A LA GUERRE DE BRIGANDAGE IMPÉRIALISTE CONTRE L'IRAK

Depuis le déclenchement de l'offensive anglo-américaine sur l'Irak, la population de ce pays subit un véritable déluge de feu qui n'épargne personne. Des missiles sont tombés sur des marchés, des habitations voire sur une maternité, faisant de nombreuses victimes parmi les civils. C'est de cette manière que George Bush et Tony Blair prétendent "*libérer*" le peuple irakien de la dictature de Saddam Hussein. Ce qui est sûr en tout cas c'est que leurs soldats n'ont pas été accueillis dans les grandes villes irakiennes comme des "*libérateurs*" à tel point qu'ils ont été obligés de les contourner afin d'éviter de se retrouver face à face avec des populations qui ne montraient aucune sympathie à leur égard.

L'objectif des dirigeants

impérialistes n'a en effet rien à voir avec une quelconque instauration d'un régime plus démocratique en Irak. La dictature de Saddam ne les a jamais gênés tant que celle-ci leur rendait service, notamment quand celui-ci s'opposait militairement à l'Iran des Ayatollahs. Les pays impérialistes armaient alors Saddam Hussein en lui fournissant des avions, des chars, des armes chimiques et toutes sortes d'armes dites de "*destruction massive*" qui leur servent aujourd'hui de prétexte pour bombarder ce régime jadis "*ami*". C'est avec ces mêmes armes et sous les yeux complices des dirigeants occidentaux que Saddam massacrait hier le peuple kurde et les Chiites du sud de l'Irak auxquels Bush et Blair promettent aujourd'hui la liberté s'ils se révoltent contre le régime de Saddam.

Personne ne peut en effet croire que ce qui préoccupe les dirigeants des grandes puissances c'est le sort des peuples soumis à la dictature dans cette région du monde car ces mêmes dirigeants sont en même temps les plus sûrs soutiens de ces monarchies pétrolières qui règnent sur leurs peuples comme au temps du moyen âge.

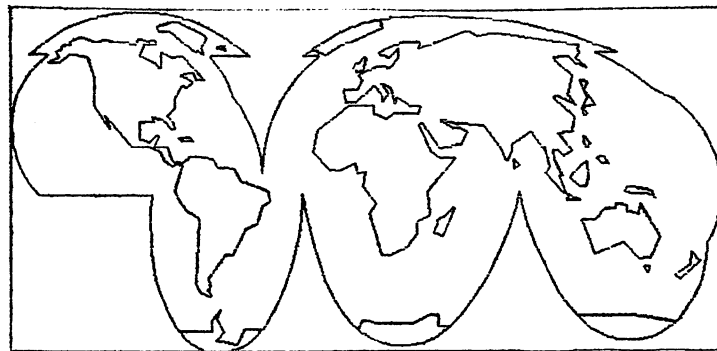
La véritable motivation des dirigeants impérialistes n'est rien d'autre que leur volonté d'avoir la mainmise sur les richesses pétrolières. Ils ne tolèrent pas qu'un régime tel que celui de Saddam ait une quelconque velléité d'échapper à leurs diktats. Un dictateur à la tête de l'Etat ne leur suffit pas. Encore faut-il qu'il leur soit docile.

Il ne s'agit pas ici, comme le laissent croire certains nationalistes musulmans, d'une guerre opposant d'un côté les "musulmans" et de l'autre les "occidentaux", car y compris dans ces pays occidentaux il y a des millions de personnes qui s'opposent à cette sale guerre et qui le montrent à chaque fois lors de manifestations de rue. Mais en prétendant agir au nom des principes de

la "liberté" et du "droit" les dirigeants impérialistes rendent complices l'ensemble des populations des pays riches qui n'ont rien à gagner dans cette guerre, mais bien au contraire beaucoup à perdre. Car les milliards de dollars que va coûter cette guerre seront prélevés sur les contribuables. Ce ne sont ni les généraux ni les dirigeants des Etats impérialistes, ni les gros actionnaires des trusts pétroliers qui viendront risquer leur vie pour leurs intérêts mais des soldats issus des couches populaires dont certains ont déjà perdu leur vie dans cette guerre de rapine.

Il s'agit en effet d'une guerre de brigandage impérialiste dans la longue suite de toutes celles menées dans cette région depuis le début du siècle dernier. L'exploitation, le pillage, l'oppression et la guerre font partie de la logique du système capitaliste. C'est un système barbare et inhumain qui fait subir sa barbarie et ses guerres à l'ensemble des peuples, y compris à ceux des pays riches. Cette guerre illustre une fois de plus à quel point il est urgent de mettre fin à ce système capitaliste.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.